

Sauvons l'Université !

Nous, professeurs, croyons nécessaire d'alerter la communauté et le public face à l'asphyxie de notre système universitaire.

Il y a quelques années, la direction du ministère de l'Éducation du Québec et les directions de nos universités avaient convenu que les universités souffraient d'un sous-financement chronique de 375 M \$ par année, en comparaison à leurs vis-à-vis des autres provinces canadiennes. Le rapport recommandait que le financement des universités « rattrape le niveau de financement des universités canadiennes ». Depuis, cette situation, qui est un véritable handicap, n'a pas été corrigée.

La nouvelle règle de financement pose de surcroît de nombreux problèmes. Axée sur l'étudiant en cours de diplomation, elle fait l'impasse sur les exigences de la recherche et sur les ressources devant y être consacrées. De plus, elle privilégie les profils professionnels de formation. En cela, elle porte préjudice aux universités de recherche. Comment se surprendre que toutes les universités de recherche au Québec soient face à un déficit récurrent pour leur budget de fonctionnement et soient dans une impasse pour leurs immobilisations ?

Cette situation s'aggrave alors même que le gouvernement du Québec préfère transformer en baisses d'impôt les transferts fédéraux obtenus, entre autres, à la suite de revendications pour un financement adéquat des études « post-secondaires ».

Ce que l'on nous présente comme l'expression d'une bonne gouvernance de nos universités, c'est d'abord l'acceptation par les conseils d'administration des universités de ce régime de restriction financière pénalisant. Nous sommes favorables à l'atteinte d'une bonne gestion des universités. Mais la question n'est pas là. On comprend mal que les directions « académiques » de nos universités de recherche, composées de collègues professeurs, donnent, publiquement à tout le moins, l'impression d'avoir perdu leur sens critique, et se taisent. C'est comme si chacune tentait désespérément de trouver en douce la méthode miraculeuse pouvant sauver son université, quitte à ce que les autres périssent. Cet individualisme institutionnel ne mène nulle part.

Pour tout observateur de notre milieu universitaire — dirigeants d'agences publiques d'aide à la recherche, professeurs, chercheurs, étudiants et même dirigeants des universités —, il devient clair que, depuis quelques années, s'est amorcée une spirale descendante du système universitaire qui avait demandé beaucoup d'effort à développer et consolider.

La conception de l'Université qui est diffusée publiquement est lacunaire. L'Université ne se résume pas à un enseignement de premier cycle, et cet enseignement n'est pas non plus le simple prolongement du CEGEP. De façon plus positive, l'Université c'est une formation spécialisée dès le premier cycle, qui se prolonge de façon non-continue à la maîtrise et au doctorat ; c'est également, dès les premières années, le développement d'un esprit analytique, la formation à la recherche et l'acquisition d'un sens critique et d'une autonomie intellectuelle.

L'Université, c'est tout autant la participation à une communauté internationale d'échange, de communication et de confrontation des idées dans la production de la connaissance. C'est au sein de ce « forum » mondialisé que se créent le rayonnement et la réputation des lieux de production du savoir. Le rayonnement de nos institutions, c'est aussi la capacité d'attraction des étudiants, des chercheurs et des professeurs. C'est de là que se constituent les centres d'excellence.

Toute société a compris l'apport majeur de sa structure universitaire et son horizon mondial et ce, depuis le XIII^e siècle. Cela ne peut nous échapper, surtout dans la société du savoir qui s'impose. Faire fi de cet environnement, qui est une partie constitutive de la réalité de l'Université, c'est se soumettre à jouer un rôle marginal dans la société d'aujourd'hui et de demain.

Cette place, cette participation, cette reconnaissance sont d'abord une construction dynamique, qui est loin de la génération spontanée. Les réalisations de l'Université au Québec sont dignes de mention, notamment en raison des ressources qui y ont été consacrées. Or, le sous-financement chronique du réseau universitaire, la sous-estimation des conditions de fonctionnement des universités de recherche et une conception atrophiée du rôle des universités, de la formation dispensée et du champ de son action, sont à l'origine d'un processus de déclin de notre système universitaire.

Il devient très difficile d'assurer une formation universitaire digne de ce nom. Les conditions d'enseignement et d'encadrement ne permettront bientôt plus d'atteindre nos standards de formation et d'amener les étudiants à acquérir les habiletés qui soient conformes aux objectifs de nos programmes. Nous ne sommes plus en mesure d'offrir aux étudiants des conditions de recrutement et de financement qui soient concurrentielles, même en ne tenant compte que de l'environnement canadien. Nous sommes de plus en plus dans des conditions de déclassés. « Briller parmi les meilleurs » (slogan libéral), ce n'est certainement pas se résigner à cette capitulation.

Les universités ne sont pas en situation de diffuser l'image de patients sur des civières dans les couloirs. Même si les images sont moins fortes, nous constatons que la situation des universités de recherche est navrante.

Surabondance d'étudiants dans les classes, insuffisance des ressources d'encadrement pour une formation universitaire adéquate, financement nettement déficient pour les étudiants au doctorat, réduction radicale des postes rémunérés pour les étudiants de 2^e et 3^e cycles, stagnation des crédits de recherche dans les agences publiques, recrutement insuffisant de professeurs, déficit criant d'espaces de travail, une mission de recherche laissée pour compte, ces manifestations, combinées, témoignent d'un système à la dérive. Les conséquences sont lourdes, même si elles ne se prêtent pas au sensationnalisme médiatique.

Exagération que tout cela ? Pas du tout ! Une commission d'enquête indépendante permettrait de dresser un état des lieux et de proposer les correctifs. Sa création s'impose à moins que cet éclairage soit redouté des décideurs.

Convaincus du caractère critique et de l'urgence de la situation, nous voulons dire, de la façon la plus solennelle : sauvons l'Université !

Gérard Boismenu, Laurence McFalls, Pascale Dufour, Denis Monière, André J. Bélanger, Éric Montpetit, Dominique Caouette, Normand Mousseau, Michel Duquette, Jane Jenson, Denis Saint-Martin, Laurence Bhérier, Carlos Silva, François Schiettekate, Michel Côté, Richard Leonelli, Jean-Philippe Thérien, Laurent J. Lewis